

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 12/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



GUIPAL SAS

Route de Camarès
12360 Brusque

Références : 12-CARMIN-2023-14
Code AIOT : 0006803040

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement GUIPAL SAS implanté Le Maurel - Les Faysses et La Plaine 12360 Camarès. L'inspection a été annoncée le 27/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUIPAL SAS
- Le Maurel - Les Faysses et La Plaine 12360 Camarès
- Code AIOT : 0006803040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire et schiste bleu-noir , sise aux lieux dit "Les Faysses, Le Maurel et la plaine" sur la commune de Camarès, est autorisée pour 30 ans avec une production moyenne de 60 000t/an, et maximale de 80 000t/an par arrêté préfectoral n° 12-2022-03-28-00001 en date du 28 mars 2022, et au bénéfice de la SAS GUIPAL par arrêté préfectoral complémentaire de changement d'exploitant n° 12-2023-02-14-00001 du 14 février 2023.

La carrière n'était pas en activité au jour de la visite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Modalités d'extraction
- Plan d'exploitation
- Prélèvements et consommations d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 2.1.6.2	/	Sans objet
2	Consignes et plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 2.1.7.2	/	Sans objet
3	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 4.2.1	/	Sans objet
4	Généralités	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 7.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière n'est pas en activité, un changement d'exploitant est intervenu parallèlement au renouvellement sur l'année 2022.

L'inspection inopinée en date du 23 juin 2022 faisait ressortir 1 non-conformité (sécurité au public). Celle-ci a été prise en compte en juillet 2022, et a été observée par l'inspection des installations classées le jour de la visite .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modalités d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 2.1.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction est réalisée en 6 phases d'une durée de 5 ans chacune, selon le plan de phasage annexé au présent arrêté. Les fronts d'exploitation progressent du Nord vers le Sud par fronts descendants. Toute modification de ce phasage doit faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance préalable auprès de la Préfecture.
Constats : L'exploitant se situe dans la 1 ^{ère} phase quinquennale (renouvellement 2022). Sur l'année 2022, la carrière n'a pas réalisé de production (changement d'exploitant avec rachat du foncier). Une production est envisagée pour 2023. Au jour de la visite, il n'y avait sur site aucun stockage de produits finis , pas d'installations en fonctionnement et aucun trafic d'engins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consignes et plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 2.1.7.2
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I - L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,• l'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le[s] borne[s] de nivellement, le piquetage déterminant les zones à préserver,• la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 2.1.4 ci-dessus, les zones à préserver associées et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,• les abords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés,• les pistes et voies de circulation,• les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte...• les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux...
Constats : Le plan topographique 2022 présenté, fait apparaître tous les points définis dans la prescription précitée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvements et consommations d' eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 4.2.1
Thème(s) : Autre, Origine des approvisionnement en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : -Prélèvement maximal journalier 80m ³ /j d'activité -Eau de surface Ruisseau des Cabatières -Prélèvement maximal annuel (*)3100 m ³ /an (*) : le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés quotidiens, hebdomadaires ou mensuels pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur. En période d'étiage, aucun prélèvement n'est réalisé sur ce ruisseau. • Les eaux issues du prélèvement dans le ruisseau de la Cabatières, sont utilisées en complément des eaux recyclées pour le lavage des matériaux. • Le point de prélèvement est en dehors de toute zone de répartition des eaux ; • La carrière est reliée au réseau AEP (adduction eau potable) communal pour l'approvisionnement des sanitaires et pour l'aspersion des camions en sortie de site (rampe d'aspersion dans le cadre de la captation des poussières).
Constats : En complément des eaux de process recyclées pour le lavage des matériaux, un complément d'eau est issu d'un prélèvement par surverse des eaux superficielles au niveau du ruisseau de la Cabatières. Le prélèvement est réalisé en amont hors site. Les eaux sont acheminées par un réseau, et recueillies intra-site dans une cuve de réception (environ 5000m ³). Il est à noter que la carrière n'a pas consommé d'eau sur l'année 2022 (pas d'activité en cours de changement d'exploitant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 71.2
Thème(s) : Contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I - Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est fermé par un portail. II - L'ensemble du périmètre de la carrière est entouré par une clôture solide et efficace. L'interdiction d'accès au public est affichée en limite de l'exploitation à proximité de chaque accès. III - L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Les accès et clotûres (zone Est et Ouest) ont été sécurisés depuis la dernière visite inopinée en date du 23/06/2022. Les signalétiques de sécurité à l'intention du public sont présentes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet